

Élections présidentielles 2023 au Nigéria

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire,
Président du Think Tank CEIDES,
Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine à l'Institut Catholique de Paris
&
Monsieur Sainclair MEZING, Journaliste

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 24/02/2023, p. 31.

Février 2023

1- Le 25 février prochain, les Nigériens se rendront aux urnes pour élire un nouveau président. Quel regard jetez-vous sur cette élection ?

Le Nigéria est un pays avec un énorme potentiel. Il est grand de par sa superficie, la taille de sa population, estimée à près de 220 millions d'habitants, et de par ses ressources et sa position économique. Sur ce dernier plan, il discute le haut du podium en Afrique avec l'Afrique du Sud. Il s'agit aussi d'un pays qui conjugue avec une mosaïque de cultures, d'ethnies et de religions dont les plus importantes (Haoussa-Fulani, Yoruba, Igbo) jouent un rôle majeur dans les grands équilibres politiques en termes d'exercice du pouvoir. Toutefois au-delà de ces atouts, je dois dire que ce géant est confronté à de nombreux défis qui impactent sur l'application des principes démocratiques et sur la vie de la Nation. En dehors des difficultés économiques et des déséquilibres sociaux, le Nigéria est tiraillé par cinq conflits liés à l'insécurité et qui le place en état d'urgence quasi permanent. Cette insécurité est le fait de groupes islamistes militants, Boko Haram et sa ramification l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), de bandes criminelles dans le Nord-ouest, des conflits entre éleveurs et agriculteurs, des séparatistes biafrais avec la nébuleuse appelée Indigenous People of Biafra -IPOB, de la piraterie dans le Golfe de Guinée, et enfin, de la violence de la police et de l'armée envers les civils. Cette situation qui laisse planer le doute sur le bon déroulé des élections a aussi eu des conséquences sur l'intérêt des populations pour toutes les élections, en particulier celles présidentielles. Un fort climat de méfiance subsiste. Malgré les mesures prises par la Commission électorale nationale indépendante du Nigéria (INEC) on a enregistré près de 95 millions d'électeurs dont environ 40% de jeunes, seulement des inquiétudes demeurent sur leur participation effective aux scrutins. Je crois qu'en réalité le grand enjeu est de savoir si le Nigéria pourra s'organiser pour accéder à une énième alternance démocratique depuis le retour des civils au pouvoir en 1999. Dès le 25 février, les élections d'un nouveau Président et d'un Vice-Président donneront le ton et seront un test grandeur nature pour la viabilité du processus électoral, et la désignation des 109 membres du Sénat et des 360 membres de la Chambre des représentants, et plus tard, des 28 gouverneurs d'État et des législateurs des 36 États de la fédération. En cas de succès, la démocratie, l'autorité politique et morale du Nigéria seront consolidées.

2- Il y a quelques semaines, le Comité électoral soulevait des doutes relatifs à l'insécurité qui pourrait entacher le bon déroulement des opérations. A quelques jours du scrutin, faut-il s'en inquiéter ?

Selon plusieurs sondages, les violences avant, pendant et après les élections constituent la première source d'inquiétudes des populations. Le phénomène n'est pas anecdotique, le Nigéria ayant souvent essuyé de graves violations en période électorale. Cette fois-ci encore la paix et la cohésion sociale se sont dégradées. La Commission électorale nationale indépendante du Nigéria (INEC) en a elle-même fait les frais. Ses installations, bureaux et personnels ont été attaqués (pillages, incendies, enlèvements et assassinats d'officiers électoraux etc.). On a déploré des morts dans une attaque armée contre le siège de l'INEC à Owerri en décembre 2022. D'autres attaques ont été rapportées dans plusieurs autres villes et États, notamment dans l'État d'Edo à la gare, dans l'État d'Anambra, Enugu etc, plus grave un chef du People's Democratic Party (PDP), Mudashiru Baraka, a été sauvagement tué le 28 décembre. De même, de nombreuses victimes, parfois civiles ont été recensées lors des

opérations militaires contre les groupes djihadistes et bandits dans le Nord-Ouest et le Nord-Est. L'INEC a mis en garde toutes les parties prenantes sur le risque que ces violences débouchent sur une crise constitutionnelle. Cela est de mon point de vue une alerte à prendre très au sérieux. Une crise post-électorale serait en effet une menace grave pour la paix et la sécurité dans ce pays, et aussi, dans toute la sous-région. Il est néanmoins intéressant de noter que les autorités nigérianes, les responsables en charge de l'organisation des élections, les organismes de la société civile ont mobilisé d'importants moyens et ressources pour éviter les dérapages. A côté du dispositif sécuritaire, un peu plus d'un million de personnes seront mises à contribution pour veiller au bon déroulement des élections. Les candidats à l'élection présidentielle ont également été invités à respecter le pacte de paix.

3- Parmi les dix-huit candidats, Atiku Abubakar, Peter Obi, Bola Tinubu, et Rabin Musa Kwankwaso font figurent de favoris. Qui des quatre pourrait succéder à Muhammadu Buhari ?

Il n'est pas évident de déterminer d'emblée qui sortira vainqueur de cette compétition électorale, surtout que de nouveaux paramètres tendent à bousculer la configuration politique locale. Il en est ainsi de la présence en grand nombre de jeunes électeurs et de nouveaux candidats charismatiques portés par des partis moins influents. Des facteurs plus anciens ont bien-sûr toujours leur place à l'instar de l'ethnie, la religion, la sécurité, l'économie, la lutte contre la corruption, les sommes mobilisées par les candidats, l'organisation des partis etc. Il est clair que le « zoning system », l'accord non écrit pour l'alternance du pouvoir entre natifs du Nord et du Sud n'apparaît plus aussi rigide que par le passé, encore moins le chevauchement musulman/chrétien. On relève à cet effet le premier billet présidentiel de même foi en trois décennies. Je note par contre que certains candidats semblent réunir plus d'atouts que d'autres, même si le visage de la scène politique nigériane a toujours des traits bicéphales. En effet, le People's Democratic Party (PDP) et le All Progressives Congress (APC) sont les deux partis qui composent le système bipartite qui domine le Nigéria depuis 1999. Ils conservent les principaux leviers de pouvoir et d'influence. Lors de l'élection présidentielle de 2015, l'APC et le PDP ont recueilli 98,92 % de votes et 96,82 % en 2019. Les candidats issus de ces deux formations politiques en l'occurrence Atiku Abubakar du PDP et Bola Ahmed Tinubu du APC, peuvent apparaître comme favoris, mais leur longue carrière politique et administrative est entachée de soupçons de corruption. De plus, des voix s'élèvent contre cette hégémonie des partis qui n'a pas pu endiguer les problèmes de sécurité, de l'économie et les inégalités sociales. Les probabilités pour qu'un vote antisystème soit bénéfique à Peter Obi du Labour Party (LP) sont grandes, d'autant plus qu'il bénéficie d'un large soutien des jeunes, et qu'il pourrait tirer parti de la dispersion des voix suscitée par Rabin Musa Kwankwaso du NNPP.

4- Le Nigeria est considéré comme étant la première puissance économique en Afrique. Quels pourront être les chantiers du futur président pour maintenir ce rang ?

Les chantiers sont effectivement nombreux pour permettre au Nigéria de garder le cap en restant sur une bonne trajectoire de développement. Le prochain Président devra pour ce faire, améliorer l'allocation et la redistribution des richesses nationales dans un pays où près de la

moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Cela exigera d'adopter des politiques plus efficaces pour juguler l'augmentation de la dette, une inflation record qui se situait à plus de 20 % en 2022, et aussi, de mieux canaliser les recettes générées par l'exploitation des ressources extractives (pétrole, gaz) qui représentent près de 90 % de ses revenus à l'exportation. L'amélioration du dispositif de transformation de ces hydrocarbures sur place s'impose aussi comme un impératif pour limiter l'évasion des devises. Toutefois, il importe de sortir de la logique du « tout pétrole » pour davantage diversifier l'économie, en mettant par exemple l'accent sur l'agriculture et les services numériques. Ces réformes doivent aussi être soutenues par l'amélioration des services de transport, d'électricité, de technologie, logement, d'eau potable et d'installations sanitaires. Il va de soi que la lutte contre la corruption devra être accentuée pour assainir et améliorer le climat politique et des affaires. Un préalable pour inciter les investisseurs étrangers et nationaux dont la diaspora, à mieux s'engager, par le biais des partenariats publics-privés notamment. L'adoption de politiques innovantes permettrait donc de faire évoluer le taux de croissance proche de 4% en 2021, de capitaliser la dynamique démographique, de réduire le taux de chômage des jeunes qui atteint 50 %, et le phénomène de fuite des cerveaux qui s'amplifie. Cependant, tout cela ne sera possible que si une réponse de sécurité intégrée et multidimensionnelle est mise en place.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides

Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org

Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides